



Séance du 10 février 2017

Le Dix Février Deux Mille Dix-Sept à Dix Heures, les membres du Syndicat de Bassin pour l'Aménagement de la Rivière l'Oudon, légalement convoqués, se sont réunis dans les locaux du Centre Administratif Intercommunal à Craon sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL.

Etaient Présents :

AMPOIGNE	/
ATHEE	GIRAUD Marc, titulaire
BALLOTS	/
BEAULIEU S/ODON	ROCHER Jean-Luc, suppléant
BOUCHAMPS LES CRAON	DELANOË Jean Claude, titulaire
BRAINS/LES MARCHES	PLANTE Félix, titulaire
CHERANCE	TARDIF Michel, titulaire
CONGRIER	BOISSEAU Gilbert, titulaire
COSMES	VERDIER Bernard, titulaire
COSSE LE VIVIEN	BOURDAIS Patrice, suppléant
CRAON	SABIN Joël, titulaire, MAUTTIN Matthieu, suppléant
DENAZE	/
FONTAINE COUVERTE	HUNEAULT Alain, titulaire
GASTINES	/
LA BOISSIERE	/
LA CHAPELLE CRAONNAISE	GAROT Rémi, titulaire
LA GRAVELLE	DEULOFEU Nicolas, titulaire
LA ROUAUDIERE	/
LA ROE	PESLERBE Jean-Claude, suppléant
LA SELLE CRAONNAISE	/
LAIGNE	CHRETIEN Patrice, titulaire
LAUBRIERES	/
LIVRE LA TOUCHE	/
MARIGNE PEUTON	TOUEILLE Sophie, titulaire
MEE	/
MERAL	GAUME Bruno, titulaire
MONTJEAN	VERON Louis, titulaire
NIAFLES	GENDRY Daniel, suppléant
PEUTON	LAUNAY André, suppléant
POMMERIEUX	CROSNIER Florent, titulaire
RENAZE	DHOMMEAUX Rémi, titulaire
RUILLE LE GRAVELAIS/LOIRON	LABBE Michel, titulaire
SIMPLE	/
ST AIGNAN S/ ROE	BRIQUET Alain, titulaire
ST CYR LE GRAVELAIS	MICHEL Louis, titulaire
ST MARTIN DU LIMET	BESNIER Tony, titulaire
ST MICHEL DE LA ROE	POIRIER Franck, titulaire
ST POIX	/
ST QUENTIN LES ANGES	POCHE Franck, titulaire
ST SATURNIN DU LIMET	/

Etaient également présents : Mmes GUAIS Emeline, LHERBIER Lénaïg (*Techniciennes du Syndicat du Bassin de l'Oudon*).

Etaient excusés : JEGU Christel (Ballots), FOUCHER Hervé (Cossé le Vivien), LEFORT Brigitte (La Boissière), LECOMTE Jean-Marcel (La Selle Craonnaise), DUTEIL Olivier, HOGRET Yoann (St Saturnin du Limet),

Secrétaire de Séance : Elu: M. GAUME Bruno

Désigné en application de l'article L121-14 du Code des Communes : M. ROUSSEAU Philippe, Directeur.

*_*_*_*_*

***Le compte-rendu de la précédente séance étant adopté,
La séance est ouverte.***

*_*_*_*_*

OBJET : 2017-11

ETUDE RELATIVE AUX MODALITES D'EXERCICE DE LA COMPETENCE GEMAPI :

POSITION DU COMITE SYNDICAL

SYNDICAT DE BASSIN POUR L'AMENAGEMENT
DE LA RIVIERE L'OUDON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du : 10 Février 2017

OBJET : 2017-11

**ETUDE RELATIVE AUX MODALITES D'EXERCICE
DE LA COMPETENCE GEMAPI :**

POSITION DU COMITE SYNDICAL

M. le Président rappelle au comité que la Commission Locale de l'Eau (CLE) a mandaté un cabinet pour conduire une étude, dans le cadre de la mise en place de la compétence GEMAPI au 01.01.2018.

Une synthèse du rapport d'études sur l'organisation des compétences GEMAPI a été présentée le 08/02/2017 à Craon à l'ensemble des délégués composant le SBON, le SBOS et le SYMBOLIP. Chaque délégué titulaire a été destinataire en amont du rapport d'étude (transmission par la CLE).

M. le Président invite Mme TIELEGUINE, Directrice de la CLE, à présenter les principales conclusions de l'étude.

Il est présenté les contours des différents syndicats de bassin. Il est relevé que certaines communes limitrophes, à cheval sur plusieurs bassins versants, ne sont pas adhérentes du SBON. Ces zones blanches sont vouées à disparaître avec la mise en place de la compétence GEMAPI.

Il y a 3 scénarii :

- Scénario 1 : la compétence GEMAPI est exercée par les EPCI directement
- Scénario 2 : la compétence est déléguée aux Syndicats existants, avec maintien des structures en place
- Scénario 3 : fusion des syndicats existants (SBON, SBOS, SYMBOLIP)

Les conclusions du COPIL sont les suivantes :

- Le scénario 1 est considéré comme un recul par rapport à tout le travail déjà conduit par les syndicats ; d'autre part, on perdrait la cohérence de bassin et les EPCI ne disposent pas des moyens humains pour l'exercice de cette compétence.
- Le scénario 2 conduirait au statut quo : en termes d'atouts, ce scénario permet une continuité des politiques conduites et des structures opérationnelles immédiatement, un ancrage local, une simplicité de mise en œuvre, une représentation de toutes les communes ; par contre, ce nombre important de syndicats conduit à un manque de lisibilité pour les habitants, les institutionnels et les riverains, et nécessite une forte mobilisation des élus (multiplicité des réunions).
- Le scénario 3 : une fusion permettrait une gestion globale à l'échelle du bassin versant, apporterait de la lisibilité pour le citoyen et les institutions, permettrait de limiter les réunions (entité unique), et répondrait aux attentes de l'Agence de l'Eau en vue d'une « labellisation » (EPAGE, EPTB). Les freins pourraient être la mise en place de cette nouvelle structure, la non représentativité de toutes les communes au comité syndical, une perte de proximité, une modification des contributions financières, des interrogations concernant le personnel.

Au niveau de la gouvernance, M. MICHEL précise pour ce 3^{ème} scénario qu'il est imaginé un comité à 50 membres ; au niveau du terrain, il est souhaité la mise en place de commissions géographiques, par souci de connaissance et d'implication sur le terrain.

Au niveau du fonctionnement, le COPIL souhaite le maintien de 2 lieux comme actuellement (Segré, Cossé), permettant ainsi de ne pas s'éloigner du terrain et de ne pas bouleverser fortement les habitudes de travail actuelles.

Enfin au niveau des contributions, elles sont plus élevées sur le SBON que sur le SBOS. M. MICHEL précise que le COPIL souhaite qu'en cas de fusion, ce coût soit harmonisé dans le temps.

Il est précisé que les modalités de financement de la compétence GEMAPI relèvent des communautés de communes (taxe ou budget général). La taxe GEMAPI a pour vocation à financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Les communautés de communes devront se prononcer sur les autres compétences et leurs modalités de financement (gestion des ouvrages hydrauliques, lutte contre les pollutions diffuses, gestion quantitative de la ressource, portage et animation de la CLE).

A l'issue de la présentation, M. le Président invite le comité syndical à se prononcer quant au scénario privilégié pour le mode d'exercice de la compétence GEMAPI et au devenir du Syndicat.

Après en avoir délibéré, le comité syndical:

- **SE PRONONCE**, à l'unanimité, pour le scénario d'une fusion des 3 syndicats (SBON, le SBOS et le SYMBOLIP),
- **INVITE** M. le Président à faire part de cette position aux Présidents d'EPCI composant le Syndicat, ainsi qu'au Président du SBOS et au Président du SYMBOLIP,
- **MANDATE** M. le Président pour la mise en œuvre de ce scénario de fusion.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,

Craon, le 13 février 2017

Pour extrait conforme,

Le Président,

Louis MICHEL



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-255300220-20170210-Delib2017-11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/02/2017

Publication : 17/02/2017